Noir sur blanc

Jean-Michel Leniaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lha/631>

DOI : 10.4000/lha.631

ISSN : 1960-5994

Éditeur

Association Livraisons d'histoire de l'architecture - LHA

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016

Pagination : 5-6

ISSN : 1627-4970

Référence électronique

Jean-Michel Leniaud, « Noir sur blanc », *Livraisons de l'histoire de l'architecture* [En ligne], 32 | 2016, mis en ligne le 30 juillet 2018, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lha/631> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lha.631>

« NOIR SUR BLANC »

Cette livraison paraît quelques jours après l'inauguration attendue depuis longtemps des travaux entrepris au quadrilatère Richelieu. La salle des imprimés, qui accueillait autrefois la totalité des chercheurs, sera désormais réservée aux seuls historiens de l'art. Quand la décision en avait été prise, on s'en était réjoui. Est-il possible d'assurer que, demain, la totalité des 300 et quelque places de lecture correspondront aux besoins de la discipline ? Les moyens vont-ils se révéler, tout à coup ou progressivement, surdimensionnés par rapport à la réalité de la demande ? Du côté des étudiants, on ne rencontre plus dans les couloirs de l'Institut national d'histoire de l'art les groupes nombreux qui descendaient et montaient les escaliers de l'Institut d'art de la rue Michelet. Restent-ils toujours aussi nombreux qu'il y a 20 ans ? On aimerait bien en être certain. Du côté des jeunes chercheurs, en particulier des doctorants, il est admis en revanche que leur nombre est en augmentation : il semblerait même que l'encadrement doctoral en histoire de l'art ne pratique pas la restriction quantitative à laquelle se sont astreintes les autres disciplines dans le but d'éviter une trop grande différence entre les postes offerts après le doctorat et le nombre de docteurs méritants. Du côté enfin des pratiques de lecture, on est en droit de se demander si la dématérialisation ne va pas inciter les chercheurs à poursuivre la majeure partie de leurs travaux depuis leur console personnelle, chez eux ou dans leur bureau. À cet égard, on doit penser qu'avec le temps, les pratiques de la recherche vont se transformer et qu'au total, le principe de la salle de lecture, pour fondé qu'il puisse sembler à première vue, se montrera dépassé.

Le jour où il sera constaté que la fréquentation ne correspondra plus à ce qui avait été imaginé dans le cadre du programme initial, il faudra bien se poser la question du coût d'entretien des installations. Les établissements d'enseignement supérieur qui composent l'Institut national d'histoire de l'art estimeront-ils encore justifié de participer pour des sommes importantes au fonctionnement d'une salle de lecture aussi gigantesque ?

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas de porter ici un jugement négatif sur les ambitions louables de ceux qui ont conçu la bibliothèque de l'Institut national d'histoire de l'art il y a quelques décennies, encore moins de jouer aux oiseaux de mauvaise augure. Mais de situer l'évolution possible de l'utilisation décidée pour l'ancienne salle des imprimés dans le contexte général, c'est-à-dire mondial, qui marque les transformations d'usage des salles de lecture des bibliothèques centrales et nationales que le XIX^e siècle a léguées en héritage. On constate un peu partout que ces grandes salles, généralement marquées par une ambition architecturale commune, ne sont plus adaptées aux conditions de la dématérialisation. Dans certains pays, en avance sur la France, on s'en inquiète déjà. Elles sont transformées

en musées du livre, de l'édition, de l'estampe, du manuscrit..., thématiques qui, il faut le souligner, ont généralement été négligées par les XIX^e et XX^e siècles au profit des Beaux-Arts, c'est-à-dire des collections publiques de peinture et de sculpture. L'évolution, qui paraît inéluctable, de l'usage des salles de lecture ne mériterait-elle pas d'être reconnue comme une opportunité féconde pour engager la puissance publique du XXI^e siècle à s'engager au profit d'un champ muséographique quasi inculte, celui des arts de l'écriture, du livre, de l'estampe etc. ?

Si on s'orientait dans cette direction, on pourrait du même coup commencer de prendre en compte l'une des conséquences gravement négatives de l'ouverture à un public élargi, telle qu'elle a été décidée dans le courant des années 1980, de collections précieuses qui n'étaient destinées qu'à la conservation et nullement à la consultation. On ne fait pas allusion ici aux manuscrits du département des manuscrits mais aux ouvrages d'Ancien régime dont les reliures ont gravement souffert de conditions de conservation désastreuses et de manipulations peu soigneuses et, plus encore, aux productions imprimées du XIX^e et XX^e siècles dont le papier est connu pour son extrême fragilité. Le mauvais état d'une quantité considérable de publications conservées comme *unica* et la masse de crédits et de savoir-faire qu'il faudrait investir pour les restaurer ne peuvent qu'inquiéter. Il est temps que les bibliothèques publiques, de manière générale, se mettent à l'unisson des autres institutions de conservation patrimoniale (musées et monuments historiques), s'inquiètent davantage de conservation préventive et se souviennent qu'avant la dématérialisation et la mise à disposition du public, leur priorité doit impérativement concerner la survie matérielle de leurs collections, faute de quoi leur personnel n'aura plus rien à dématérialiser ou à proposer au public. Ces propos doivent être entendus comme un appel à changer les états d'esprit, modifier les politiques publiques, revoir la formation des conservateurs et des bibliothécaires. Que la salle Labrousse continue ou non d'être affectée aux chercheurs en histoire de l'art, l'urgence demeure de garantir la priorité de la conservation muséographique sur l'utilitarisme de la mise à disposition quels que soient les départements et les collections d'une bibliothèque nationale.

Un exemple suscité par la lecture des pages qui vont suivre : il va y être question de documents graphiques d'architecture transcrits sur papier transparent ou sur papier calque. Pour beaucoup d'amateurs ou de spécialistes, y compris dans les milieux de la conservation, il est admis sans réflexion que ces dessins possèdent moins d'importance que les beaux documents aquarellés que les agences d'architecte savent produire et leur état de conservation est généralement désastreux. C'est oublier que c'est généralement sur le support transparent ou sur le calque que l'architecte exprime ses premières idées et qu'en fait, ce type de document s'avère particulièrement précieux pour la compréhension de la génétique de l'œuvre, comme disent les littéraires. En d'autres termes, la conservation ne doit pas se fixer pour critère premier la séduction du regard (le beau document aquarellé) mais ce qui revêt de l'importance pour comprendre l'élaboration d'un projet. Que les papiers transparents ou les calques soient fragiles ne doit rien changer à ce constat : au contraire, car c'est à eux, trop souvent méprisés, que doit s'adresser en priorité l'effort de conservation.

J.-M. L.